

# SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE et du GENES CGT, FO, SUD

## Public, privé : on ne veut plus d'austérité !

### Pour une juste répartition des richesses

Le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi « Macron » ainsi que plusieurs décisions des pouvoirs publics et des organisations patronales aggravent la situation des salarié-e-s, des retraité-e-s et des chômeurs-ses. Parallèlement, les profits des entreprises du CAC 40 explosent, de même que les dividendes des actionnaires.

Ce ne sont pas aux salarié-e-s de supporter de nouveaux sacrifices en matière d'emplois, de salaires, de retraites ou de conditions de travail, et ce, que ce soit dans le secteur privé comme dans le secteur public !

#### Pour l'ensemble du monde salarié, nous revendiquons :

- Une nouvelle politique économique permettant la création d'emplois et la lutte contre le chômage et la précarité ;
- L'augmentation des salaires, des minima sociaux et des pensions pour une relance de l'économie ;
- L'égalité salariale entre femmes et hommes ;
- Le développement des prestations et de la protection sociales...

### Pour un service public de qualité

Les gouvernements appliquent aux services publics les mêmes méthodes depuis de trop nombreuses années : restructurations budgétaires et désengagement de l'état, destructions d'emplois et privatisations. Or les conséquences de cette dégradation des services publics sont désastreuses pour les agents comme pour les usagers !

La poursuite des restructurations tous azimuts - réforme territoriale, réforme de la santé, revue des missions - aggrave la casse. Les services publics sont pourtant indispensables à la cohésion sociale et territoriale. Les plus précaires sont les premières victimes de cet affaiblissement organisé.

Les agents publics aussi prennent de plein fouet ces réformes et ont le sentiment de ne plus rendre le service pour lequel ils sont missionnés. Charge de travail en augmentation, baisse des effectifs, conditions de travail dégradées, niveau de rémunérations trop faible (notamment celui des catégories B et C et des non titulaires), et gel du point d'indice synonyme de perte de pouvoir d'achat ...accentuent le malaise ressenti par les agents.

Même au ministère des finances, où le niveau des primes contrebalance un niveau de salaires de base faible, la direction ruse pour limiter les quelques réajustements sur les bas salaires!! (Voir notre tract : <http://www.cgтинsee.org/dossiers/salaires%20carrieres/2015/tract%20CGT%20SUD%20FO%20Arnaque%20sur%20les%20primes%20des%20agents%20C%20et%20B.pdf>)

Sur la réforme territoriale, la direction de l'Insee ne milite aucunement auprès de ses tutelles sur la nécessité de maintien des actuels établissements régionaux. Nous devons imposer la pérennité des établissements, avec une diversité de travaux garante d'une carrière attrayante pour les agents! **Notre mobilisation est indispensable pour imposer la sauvegarde de nos emplois, de nos établissements et à terme de l'Insee !**

#### Pour le secteur public nous revendiquons :

- La hausse du pouvoir d'achat passant par le dégel du point d'indice et le rattrapage des pertes subies depuis des années ;
- La fin des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires ;
- L'arrêt des politiques d'austérité fragilisant les services publics.

**Toutes et tous en grève le 9 avril 2015 !**

A Paris le 27 mars 2015